

Sommet de l'Internet: la France veut un contrôle ONU

Lors de la première journée du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui se déroule à Genève, le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin s'est clairement prononcé pour un contrôle onusien du Net.

« Pour la France, l'ONU est la source majeure du droit international, qui doit assurer la paix et le développement. Cela concerne aussi la société de l'information », a souligné le Premier ministre. « Il nous faut convenir des règles internationales sur lesquelles puisse se fonder la confiance des concitoyens », a-t-il ajouté. Ces règles internationales devront porter, selon lui, sur les questions techniques (attribution des adresses Internet, gestion des noms de domaine..) mais aussi sur la protection de la propriété intellectuelle ou les droits des consommateurs. Il convient de garantir la « *sécurité des réseaux* » et de « *se pencher, dans le respect des libertés, sur les contenus et pas seulement sur les tuyaux* ». Vaste projet... La position française aura le don d'agacer l'administration américaine. Les Etats-Unis ont en effet récemment expliqué tout le mal qu'il pensait d'un contrôle onusien des réseaux, lui préférant des structures semi-privées comme l'Icann. **Pas de fonds pour réduire la fracture Nord-Sud**

Deux mondes s'opposent à Genève. D'un côté, les pays pauvres ou en voie de développement comme le Sénégal qui réclament un fonds international de « solidarité numérique ».

De l'autre, les Etats-Unis qui affirment très sérieusement être le principal contributeur à l'expansion de la « société de l'information » et qui ne voient pas l'utilité d'un tel fonds. Surtout, les USA ne veulent pas d'une intervention onusienne. Les pays exclus de cette « société de l'information » n'ont plus qu'à choisir entre le « calendrier pour la solidarité numérique », programme sans moyens décidé à Genève et la générosité américaine.